



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Fourniture de prothèses chirurgicales et dispositifs médicaux
(Relance infructueux de l'AO 2025-09)**

Appel d'offres ouvert – 2026-03

Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans
14 AVENUE DE L'HÔPITAL
45067 ORLEANS CEDEX 2

SOMMAIRE

1 - Préambule	3
2 - Dispositions générales du contrat	3
2.1 - Objet du contrat.....	3
2.2 - Décomposition du contrat	3
2.3 - Type d'accord-cadre	4
2.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
3 - Pièces contractuelles	4
4 - Clause de réexamen.....	4
5 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
6 - Durée et délais d'exécution	5
6.1 - Durée du contrat.....	5
6.2 - Reconduction	5
7 - Prix	6
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
7.2 - Modalités de variation des prix	6
8 - Garanties Financières	6
9 Avance	6
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
9.2 - Garanties financières de l'avance	7
10 - Modalités de règlement des comptes	7
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
10.3 - Délai global de paiement	7
10.4 - Paiement des cotraitants	8
11 - Conditions d'exécution des prestations	8
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	8
13 - Constatation de l'exécution des prestations.....	8
13.1 - Vérifications	8
13.2 - Décision après vérification	9
14 - Pénalités.....	9
14.1 - Pénalités de retard	9
15 - Assurances	9
16 - Résiliation du contrat	9
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	9
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	9
17 - Règlement des litiges et langues.....	10
18 - Dérogations	10

1 - Préambule

La convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire du Loiret (GHT45) a été approuvée par L'Agence Régionale de Santé du Centre Val de Loire par arrêté en date du 30 août 2016.

Ce groupement compte 11 adhérents dont 1 hôpital support : le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans et 10 adhérents parties : les Centres Hospitaliers de Beaune la Rolande, de Fleury les Aubrais, de Gien, de Montargis, Groupement hospitalier Pithiviers-Neuville aux Bois, de Sully sur Loire, de Beaugency, EHPAD de Villecante à Dry, EHPAD du Champgarnier à Meung sur Loire

2 - Dispositions générales du contrat

2.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la :
Fourniture de prothèses chirurgicales et dispositifs médicaux 2026/2028 - relance infructueux AO 2025-09

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Cette consultation ne concerne que le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans :

Lieu(x) d'exécution :

Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans :

PUI Site ORLEANS: 14 Avenue de l'hôpital 45100 ORLEANS

PUI Site GIEN : 2 Ter Avenue Jean Villejean 45500 GIEN

2.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 9 lots :

Voir annexe 1 du CCTP – Liste des lots, catalogue des besoins.

La liste des produits figurant dans chaque lot n'est pas exhaustive. Le CHU d'Orléans doit pouvoir choisir sur le catalogue du fournisseur, d'autres modèles de la même famille de produits du lot. Ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché et du lot en question. Le fournisseur devra indiquer la remise accordée.

Les lots 15 et 33 non reconduits sur AO 2025-09 débiteront au 01/01/2027 et non à la date des autres lots de cette procédure.

Le lot 15 (non reconduit sur AO 2025-09) fera l'objet d'un accord-cadre attribué à 4 opérateurs économiques sous réserve d'un nombre suffisants de candidats :

Le lot 33 (non reconduit sur AO 2025-09) fera l'objet d'un accord-cadre attribué à 2 opérateurs économiques sous réserve d'un nombre suffisants de candidats :

Si le nombre de candidats est inférieur au nombre fixé, l'ensemble des candidatures recevables seront retenues.

- Le fournisseur classé en première position sera consulté en priorité.
- Le fournisseur classé en deuxième position sera consulté quand le matériel du fournisseur classé en première position sera jugé moins ou non adapté à l'indication clinique et au profil du patient par le clinicien implanteur.
- Le fournisseur classé en troisième position sera consulté quand les matériels des fournisseurs classés avant lui seront jugés moins ou non adaptés à l'indication clinique et au profil du patient par le clinicien implanteur.
- Ainsi de suite pour les lots ayant un nombre de fournisseur supérieur à 3.

Tous les autres lots feront l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

2.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec des quantités maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Il est conclu avec une quantité annuelle x 2.5 par rapport à celle indiquée dans les lots de l'annexe 1 du CCTP.

Les quantités prévisionnelles figurant dans chaque lot ne sont qu'indicatives et ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité du CHU D'ORLÉANS vis à vis du ou des fournisseurs retenus.

2.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les titulaires se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes :

Les commandes sont faites au fur et à mesure des nécessités de l'administration, par émission d'un bon de commande signé, ou, en cas d'urgence, sur ordre téléphonique immédiatement confirmé par un bon écrit.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

La durée d'exécution pourra dépasser la durée du marché dans le respect des règles de la commande publique.

Seuls les bons de commande signés par le pharmacien habilité ou son représentant peuvent être honorés par le ou les titulaires.

3 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (Bordereau de prix)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire
- Le catalogue des prix du fournisseur
- Les normes et décisions du GEM (Groupe d'études des Marchés) applicables aux fournitures, objet du marché, chaque fois qu'il en existe.

Les modalités propres au Titulaire qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, conditions générales de ventes entre autres et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP, CCTP, CCAG FCS) ne s'appliqueront pas au présent marché.

4 - Clause de réexamen

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié conformément aux articles L 2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique et/ou complété par la passation d'un marché négocié conformément aux articles R 2122-4 et R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

Il sera établi une modification de marché pour :

- l'ajout d'un autre établissement du GHT 45 en cours de marché, comme bénéficiaire aux mêmes conditions
- en cas d'évolution technologique ou d'émergence d'un produit répondant aux besoins définis dans le cadre du marché, le titulaire pourra proposer un produit complémentaire de qualité au moins équivalente à celle du produit retenu en marché
- En cas de changement du titulaire (transfert d'un produit vers un autre fournisseur). Les conditions initiales du marché restent inchangées.
- l'ajout de références (qui pourront se faire par simple certificat administratif).

Lorsque 90% du maximum d'un ou de plusieurs lots du présent accord cadre a été atteint, l'acheteur en informe le/les titulaires. Dans un délai de 30 jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum du/des lots concernés dans la limite de 20% du maximum initial. En cas d'accord, l'acheteur transmet au/aux titulaires un projet d'avenant pour signature. Le maximum modifié du/des lots concernés n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé au/aux titulaires.

5 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

Pour les lots : 10-18-40-77-109-110 et 111 : Date de début de l'accord cadre : Du 01 septembre 2026 ou à compter de sa date de notification si postérieure, Date de fin de période 31/12/2026

Pour les lots 15-et 33 ; Date de début de l'accord cadre : Du 01 janvier 2027, Date de fin de période 31/12/2027

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6.2 – Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme.

Lots 10-18-40-77-109-110 et 111 : date de début 01/09/2026 ou à compter de sa date de notification si postérieure, date de fin première période 31/12/2026, nombre de reconduction 2 durée reconduction 1 an, durée total maximum 2 ans et 4 mois environ.

Lots 15 et 33 : date de début : 01/01/2027 date de fin première période 31/12/2027, nombre de reconduction 1, durée reconduction 1 an durée total maximum 2 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La non-reconduction n'ouvre pas droit à une indemnisation.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les frais de manutention jusque dans les services des différentes PUI du CHU D'ORLÉANS et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement livrées.

Les prix proposés s'entendent :

- en euros, avec 4 décimales
- pour des marchandises rendues franco de port et d'emballage dans les lieux de stockage.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont revisables de la façon suivante :

• à tout moment en cas de baisse des articles en marché, que le Titulaire s'engage à répercuter sur les prix consentis au CHU D'ORLÉANS pour permettre la révision immédiate des marchés à la baisse.

Les nouvelles conditions de prix acceptées par le CHU D'ORLÉANS donneront lieu à l'établissement d'un ordre de service (certificat administratif).

• Au 01 janvier en cas de hausse de prix des articles en marché. Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur **avec un préavis de 2 mois** avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Le CHU D'ORLÉANS est susceptible de commander des fournitures autres que celles listées dans les bordereaux de prix joints en annexe via le catalogue du titulaire.

Le titulaire du marché devra fournir dans le cadre de l'exécution du marché deux exemplaires supplémentaires des catalogues tarifés à la pharmacie du CHU D'ORLÉANS site 14 avenue de l'hôpital.

Pour les fournitures commandées sur le catalogue du titulaire, les prix de règlement du marché seront les prix HT figurant sur le catalogue du titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle, **affectés du taux de remise minimale contractuel consenti**. Une seule révision annuelle du catalogue sera acceptée.

Le taux de remise consenti par le titulaire dans son offre sera le taux de remise minimal pour la durée totale du marché.

Clause limitative dite " de sauvegarde " : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2,0 % par an.

-Soit d'accepter l'application de la révision lorsque celui-ci est supérieur au pourcentage indiqué ci-dessus.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Voir annexe 1 du présent CCAP

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Afin d'éviter des retards de mandatement, le titulaire du marché s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur tout changement survenant au cours de l'exécution du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter, la forme de l'entreprise, la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, son adresse postale ou celle de son siège social, la cession d'une ou de différentes activités, l'acquisition d'une nouvelle activité, son adresse bancaire ...

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'administration ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'une modification de marché éventuel.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations : médecins, équipes soignantes, équipes pharmaceutiques, stérilisation.

Conformités réglementaires des dispositifs médicaux au regard du marquage CE :

Les dispositifs médicaux devront être conformes à la réglementation en vigueur, pendant toute la durée du marché. Les éléments initiaux et évolutifs devront être tenus à disposition du pouvoir adjudicateur sur demande cf. fiche pratique du SNITEM (**Syndicat national de l'industrie des technologies médicales**) janvier 2024.

Composition et présentation des ancillaires :

Le détail de la composition des ancillaires doit être validé avec l'équipe chirurgicale avant la mise en circulation du matériel. Il en sera de même pour les modifications en cours de marché.

Le cas échéant, la fourniture des conteneurs de stérilisation nécessaires à la prise en charge du matériel devra être envisagée par le titulaire du marché conformément aux pratiques en place dans les différents établissements adhérents à cette consultation (même modèle, mêmes consommables).

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par Le pharmacien ou son représentant.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Le titulaire du marché encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités en cas de non respect du délai de livraison précisé dans son offre.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le montant de la pénalité sera calculé par l'application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 500$$

Dans laquelle :

P = Montant de la pénalité

V = Valeur des prestations en retard

R = Nombre de jours de retard.

Ces pénalités concernent les seules prestations exécutées. Elles seront appliquées d'office sur la facture litigieuse correspondante.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif d'Orléans est compétent en la matière.

Tribunal Administratif - Greffe - 28 rue de la Bretonnerie - 45067 ORLEANS Cedex - téléphone : 02.38.77.59.00 - télécopie : 02.38.53.85.16 - Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 13.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14. du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services